

Mai 1968 :
Insubordination ouvrière ou
nouvelle époque de la lutte des classes ?

Jean-Louis ROCHE

(À propos de : Xavier VIGNA, « L'insubordination ouvrière dans les années 68 - Essai d'histoire politique des usines », Presses universitaires de Rennes, 2007)



[www . collectif - smolny . org](http://www.collectif-smolny.org)

- 2008 -

Imprimerie spéciale — Diffusion hors commerce

Table des matières

Notice	4
Vient de paraître	5
Mai 1968 : Insubordination ouvrière ou nouvelle époque pour la lutte des classes ?	5

Index des noms, journaux, organisations et auteurs

Blum, Léon, 13	Marchais, Georges, 17
Bordiga, Amadeo, 9	Marx, 9
C.C.I., 7	Mauroy, Pierre, 17
Cahiers de mai, 14, 19	Mitterrand, François, 17
CFDT, 12, 14, 15, 18	Noir et rouge, 19
CGIL, 16	PCF, 13, 17-19
CGT, 7, 8, 10, 12-19	Pour une Intervention Communiste, 20
Communist Workers Organisation, 19	Pouvoir ouvrier, 19
De Gaulle, Charles, 10, 18	Préel, Bernard, 11
Debord, Guy, 6, 7, 9, 17	Révolution Internationale, 6, 7, 17, 20
Descamps, E., 14	Rigault, Raoul, 11
Dylan, bob, 11	Ross, Kristin, 6
Giscard d'Estaing, Valéry, 16	Rotman, Patrick, 11
Hamon, Hervé, 11	Senghor, L. S., 11
ICO, 19	Socialisme ou Barbarie, 7, 19
IWW, 15	Staline, 9
KAPD, 15	Sudreau, 16
LCR, 18	Victor, Raoul, 6
Le Prolétaire, 9	Vigna, Xavier, 7-10, 12-19
LO, 18	

Notice

Le texte que l'on va lire constitue une contribution soumise au collectif SMOLNY par le camarade Jean-Louis ROCHE au titre de prise de position critique à un moment où fleurissent abondamment les nouveautés éditoriales sensées nous éclairer sur le mouvement dit de « mai 68 », à l'heure de son quarantième anniversaire.

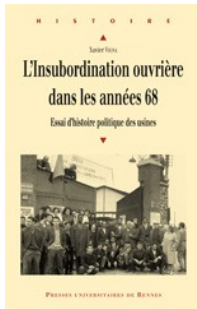
Même si le texte aurait pu trouver sa place naturelle dans la rubrique « notes de lecture » du site internet, son étendue et le fait qu'il puisse largement être lu pour lui-même, indépendamment de l'ouvrage principal de Xavier VIGNA auquel il se réfère, justifie de lui conférer le statut de courte « brochure ».

De nombreux autres articles peuvent être consultés sur le site internet de l'association. Si un des projets en cours vous intéresse, merci de vous signaler auprès du collectif :

Collectif SMOLNY - <http://www.collectif-smolny.org>

Bât La Pastourelle / 47 route d'Espagne / 31100 TOULOUSE / FRANCE

contact@collectif-smolny.org



À propos de la parution de :

Xavier VIGNA, « L'insubordination ouvrière dans les années 68 - Essai d'histoire politique des usines », Presses universitaires de Rennes, 2007.

Mai 1968 : Insubordination ouvrière ou nouvelle époque pour la lutte des classes ?

« Être libre ? Je ne sais pas ce que c'est, mais je sais ce que c'est que d'être victime. Je le sais, tout jeune que je suis ». Jules Vallès, Le Bachelier.

« *Nommons des inconnus* » affiche à Paris en 1871

À la bonne heure. Avec la commémoration éditoriale des 40 années qui nous séparent des « événements » mai 68, la course éditoriale a été lancée depuis la fin 2007. De nouveaux profits pour un sujet aussi lointain sont très incertains pour les maisons d'édition dans un monde où le livre se vend de plus en plus mal. Nombriéristes ou « pipolarisées » les nouvelles versions des « événements » de 68 oublient l'État et la question de la gestion de la société.

Le premier détournement financier des « événements » innommables de mai 68 avait été, on s'en souvient, dès le mois suivant la défaite, la ruée dans la publication d'analyses à chaud et de témoignages pour enrichir les trusts (immobiliers) d'édition. On doit noter que ce fût l'objet d'une polémique immédiate entre les situationnistes et le groupe Révolution internationale (R.I.) qui venait de naître à Toulouse.

La principale plume de R.I., Raoul Victor, s'était moqué sarcastiquement de cette soudaine course au profit des éditions bourgeoises qui mirent en vedette de quelconques arrivistes petits bourgeois.

Debord s'en était offusqué dans le testament politique des situs — son dense et perspicace « Le commencement d'une époque »¹ — arguant que les « vieux débris de l'ultra-gauchisme non trotskiste » et les « obsédés du péril de la récupération » éructaient ainsi du fait de leur propre vacuité, car dans les 300 bouquins sur mai 68 il y aurait bien dix de comestibles, sous-entendu les écrits situationnistes publiés par le monstre Gallimard.

1. « Le mouvement des occupations c'était le retour soudain du prolétariat comme classe historique (...) Il était aussi bien refus de toute autorité, de toute spécialisation, de toute dépossession hiérarchique ; le refus de l'État et, donc, des partis et des syndicats aussi bien que des sociologues et des professeurs, de la morale répressive et de la médecine » (cf. *Œuvres*, Gallimard). Le livre majeur à lire, hors de toute la doxa hypocrite de la dissolution commémorative reste évidemment celui de Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Editions Complexe, 2005.

Ce texte, véritable chant du cygne, signalait bien la fin d'une époque pour les situs dont le mouvement, récupéré, gallimardisé, sollerisé et bourseillé plus tardivement, ne pouvait que se décomposer avec l'échec de mai. Ils en avaient été l'expression ambiguë la plus significative : des esthètes anarchistes porteurs d'un message révolutionnaire « conseilliste » qui s'arrêtait aux portes des usines occupées mais cadenassées par la CGT.

Début d'une époque où R.I., parmi tant d'autres groupes disparus de sensibilité proche, devait reprendre indirectement le flambeau du groupe le plus radical, plus fidèle dans la durée en référence au mai 68 prolétaire. Plus qu'un successeur des situs, il pût prétendre être un creuset de réflexion et un passeur de la théorie révolutionnaire plus conséquent même s'il devait finir par végéter en secte.

R.I., ramifié en Courant Communiste International (C.C.I.), est d'ailleurs le seul groupe qui s'est échiné à réfléchir publiquement sur la question d'organisation, sur le fonctionnement d'une organisation politique et sur celui des organisations unitaires. Les « vieux débris de l'ultra-gauchisme » se penchèrent plus sérieusement que les situs sur les leçons des révolutions de 1905 et 1917 en Russie et de l'Allemagne des années 1920. R.I.-C.C.I. n'ira pas aussi loin que le défunt groupe de *Socialisme ou Barbarie* (S ou B) sur la question de la hiérarchie mais ses diverses sections n'éclusèrent jamais le problème, sans vraiment relever son acuité en milieu ouvrier.

L'ouvrage de Xavier Vigna qui analyse le déroulement de la grève en masse et ses suites au cours de la décennie suivante, vient rappeler par son titre que ce qui caractérise bien ce mai (un grand « mais ! ») a été l'insubordination particulièrement contre les hiérarchies entrepreneuriales et syndicales. Cette époque continue à déranger les défenseurs de la société de classes d'aujourd'hui et les stars du gauchisme rangé qui croyaient avoir contribué, même peu, à enterrer le marxisme et l'idée d'une possible révolution.

Dans le même sens que l'éclaireur Guy Debord, mai 68 est la remise en cause de toutes les hiérarchies. Cela a pu conduire les tenants d'un marxisme orthodoxe, des staliniens aux bordiguiens, à décréter que mai 68 fût petit-bourgeois. Un certain marxisme orthodoxe, donc, considère la classe ouvrière comme une armée, certes révolutionnaire, mais parce qu'elle possède des chefs autorisés et obéis (« sans chefs, pas de théorie révolutionnaire », pour parodier Vladimir Ilitch). Concédonc que la crème de l'intelligentsia petite bourgeoise estudiantine tint le haut du pavé, mais si vous vous en tenez face à la vision de la mer en furie à la seule prise en compte de l'écume des vagues, vous ne comprendrez jamais rien aux tempêtes !

L'ouvrage de Xavier Vigna est construit de façon méthodique, mais dans un cadre métropolitain exigu, et considère l'impact de mai 68 sur les dix années qui ont suivies, sans oublier des éclairs avant-coureurs de la lutte de classes depuis le début des années 1960. La défaite de la grève massive des travailleurs, qui est l'essentiel de 68, s'étire sur les dix années qui sont closes, selon cet auteur, par « la terrible défaite des sidérurgistes à Longwy et Denain ». De l'événement inaugural à l'extinction des hauts fourneaux de Longwy cet auteur s'est proposé de décrypter

les raisons de l'échec ou en tout cas de ce qu'il considère être un amenuisement de la classe ouvrière et même son extinction (confondue avec celle des hauts fourneaux !).

L'extinction des hauts fourneaux de Longwy ne peut être assimilée à l'extinction de la classe ouvrière et on ne peut enfermer la répercussion du mai des travailleurs dans cet étai de dix années en France.

Sans nier l'impact de la crise économique de 1975, il faut encore pointer qui est responsable politiquement des défaites ponctuelles et du désarroi en milieu ouvrier. Il n'est pas possible non plus d'esquiver les questions relatives à l'impossibilité révolutionnaire ; il est toujours facile d'accuser la gauche bourgeoise d'être la seule responsable de l'impuissance momentanée des travailleurs à agir révolutionnairement. Mai 68 ne pouvait qu'échouer à devenir une vraie révolution puisqu'il ne s'agissait que d'un « début », d'un « réveil » comme le perçurent bien sur le moment ses multiples acteurs anonymes.

Xavier Vigna met en avant ce qui semble être oublié par tous sous les poncifs du chambardement étudiant et de la révolte contre la dérisoire et ennuyeuse vie devenue quotidienne (car avant elle n'était que mensuelle) : « L'insubordination désigne ainsi le fait que de très nombreux ouvriers ne se soumettent plus, ou difficilement à l'ordre usinier, à ses contraintes et à sa hiérarchie ». Il appuie son propos par des produits de l'étude sociologique de terrain après-coup, fort perspicace avec bien des rames de métro de retard. Les observateurs observèrent que, pour les ouvriers qui avaient subi les dures années de la reconstruction (pauvreté relative, frugalité des besoins) parler du travail au travail était une façon de faire de la politique, non pas la grande politique politicienne mais une mise en cause politique de la division du travail, volonté de poser sur la table les conflits permanents avec les chefs, les humiliations, etc.

La guerre perpétuelle avec les petits chefs sera certes ridiculisée par les actions anarchistes des maoïstes (jets de pot de peinture, tabassages vengeurs), mais avant tous ces « établis » provisoires, et après eux, la lutte sourde contre les porions, les contremaîtres, les chefs de service a toujours été une constante du mouvement ouvrier. C'est dans cette lutte que naît la notion de solidarité. Cette expérience de la fraternité apparaît prosaïquement au quotidien dans le conflit face à des individus intermédiaires représentant les desideratas des patrons. Ce problème, comme le souligne l'auteur, n'intéresse pas les syndicats, la CGT en tête, car, au nom de la solidarité des « couches » de travailleurs salariés, et pour gagner des voix dans le collège maîtrise et cadres, ils refusent toujours de le prendre en compte. Les dits militants révolutionnaires de toute obédience vont globalement dans le même sens au nom de la même unité mythique des couches salariées, d'autant qu'en général encore étudiants ou cadres ils se croient supérieurs et dénoncent donc ce qu'ils considèrent comme de l'ouvriérisme ou un basisme primaire.

Pour Xavier Vigna, « l'insubordination ouvrière est fille de la contestation étudiante ». L'université s'était soit-disant démocratisée bien que restant massivement investie par les enfants des couches moyennes, quand de nos jours elle est plutôt une garderie universelle pleine d'illusions de carrières. Comme la crise économique, les étudiants sont devenus inflationnistes. Les étudiants en sciences humaines de Nanterre en particulier se sont rendus compte qu'ils étaient les grands perdants des promesses de réussite sociale. Trop nombreux, ne correspondant pas aux besoins de l'industrie, ils comprirent les premiers qu'ils allaient eux aussi être prolétarisés. Par conséquent, si le chômage n'était pas encore la préoccupation centrale, un avenir de gratte-papier ou de livreur se dessinait inéluctablement pour une partie croissante de ceux à qui on avait fait croire que des diplômes, une culture au niveau de l'enseignement supérieur, leur permettraient d'occuper des fonctions honorables de cadres administratifs ou de professeurs. Le célèbre graffiti de l'anarchiste intelligent Guy Debord — « ne travaillez jamais » — était provocateur mais annonciateur du grand chambardement contre la division du travail arbitraire. Il signifiait bien dans l'esprit de la plupart des étudiants, plus mûrs qu'ils ne l'ont jamais été par la suite : pourquoi travailler au rabais ou dans les mêmes conditions lamentables que les pères ouvriers ? Les étudiants d'alors ne sont pas soucieux de leurs privilèges sectoriels universitaires comme de nos jours. Ils ne sont pas préoccupés par la question prosaïquement économique mais par leur avenir social². La question sociale qui éclate spontanément est le secret de mai 68. Les étudiants font écrouler le paternalisme des « mandarins » professeurs quand les ouvriers, à Nantes ou à Saint-Nazaire avaient déjà remis en cause le paternalisme des « mandarins » syndicaux.

Cette contestation sociale est consubstantielle en milieu ouvrier pour ceux qui, jeunes ou plus vieux, étaient obligés de travailler. Les ouvriers se sentent rapidement solidaires de ces étudiants. Cette empathie confirma nombre d'étudiants, des milliers probablement fils d'ouvriers, quant à l'inutilité des études de toute façon inégalitaires. Ce constat est devenu une constante depuis. La plupart

2. Dans ses « Notes élémentaires sur les étudiants et le marxisme de gauche authentique », Amadeo Bordiga rappelait à ce moment les limites de tout mouvement strictement étudiant : « Les mouvements étudiants ne peuvent présenter une histoire ou une tradition historique. À l'époque des révolutions bourgeoises libérales, qu'elles soient républicaines ou seulement constitutionnelles, les agitations ou les organismes étudiants n'eurent pas d'actions ou d'objectifs autonomes (...) Aujourd'hui, en ce 1968 pourrissant, la défense de l'autonomie d'un mouvement étudiant par les faux communistes successeurs de Staline, n'est rien de plus qu'une nouvelle confirmation de leur enlisement dans les sables mouvants de la trahison et du reniement (...) Selon Marx, le prolétariat est une classe non seulement parce que sans son travail il n'est pas possible de produire ces marchandises dont le total forme la gigantesque richesse de la société capitaliste, qu'il s'agisse de biens de consommation ou de biens d'équipement; mais parce que le prolétariat en plus de produire tout, se reproduit aussi lui-même, c'est à dire réalise la production des producteurs. C'est dans ce sens que Marx a voulu introduire dans sa doctrine moderne le terme classique utilisé vingt siècles auparavant par les romains de l'antiquité pour désigner les membres de la plèbe laborieuse de leur époque: prolétaires. En poursuivant la comparaison entre le prolétariat fécond qui devrait aujourd'hui démissionner de l'histoire face aux étudiants qui s'agitent pour prendre sa place, il serait ici facile de faire de l'humour à la lecture des informations sur les étudiants des campus français ou des collègues américains pour qui la principale revendication révolutionnaire semble être la liberté sexuelle. Les ouvriers des deux sexes peuvent en s'accouplant engendrer de nouveaux ouvriers pour les armées de travail du futur, alors que jusqu'à preuve du contraire les étudiants n'engendrent pas automatiquement de nouveaux étudiants, même dans les pays où a été généreusement accordé aux enfants d'ouvriers et de paysans la liberté de faire des études. Les classes stériles ne peuvent rien demander à l'histoire (...) Aujourd'hui dans cette société humaine toujours plus dissolue, et surtout dans la conscience impuissante qu'elle a d'elle-même, on voit non seulement des théorisations qui font des étudiants une classe sociale, mais on entend même parler de lutte de générations, comme si la société était divisée en deux camps: les adultes et les jeunes... ». Publié en Italie début mai 1968, repris dans *Le Prolétaire* n°488.

des bacheliers des couches les plus pauvres consentent à se rendre sur le marché de l'emploi souvent plus par découragement et par l'incapacité de leur famille à les épauler, sans aller plus loin « dans les études ». Cependant le fond du problème n'est pas étudiant et renvoie à une autre catégorie. Malgré leur gonflement numérique de l'après-guerre, les étudiants restaient encore pour l'essentiel des enfants de la petite bourgeoisie. Buter sur l'absence d'avenir de leurs enfants signifia pour les « couches moyennes » un réveil, certes anachronique, prématuré et paradoxal, mais surtout une régression impensable. Cela signifia que cette classe intermédiaire était écartée des couches inférieures du pouvoir. Le secret de 68 réside donc dans ce fait historique, si bien souligné et anticipé dans le célèbre *Manifeste* de 1848, que la petite bourgeoisie TOMBAIT DANS LE PROLÉTARIAT. L'ébranlement de la petite bourgeoisie a toujours été un ferment décisif dans toutes les révolutions.

L'extension des grèves obéit à ce constat d'une société bloquée qui interdit toute chance au plus grand nombre, y compris aux « intermédiaires ». La grève se généralise sans que les syndicats aient pu prétendre avoir déposé un préavis de grève. De Gaulle et les syndicats pensaient que les jeunes ouvriers ne pouvaient bouger que pour les questions de salaires³. Les syndicats ne peuvent s'opposer ni découper en tranches comme d'ordinaire le mouvement gréviste qui s'étend en trois jours. Jamais les syndicats n'appelèrent à une grève générale, même si après-coup ils se gargarisèrent des termes pour ergoter que « la grève générale avait ébranlé le pouvoir gaulliste ». La CGT ne constitue pas un comité central de grève comme en novembre 1947, comme le rappelle Vigna, mais personne n'éprouva le besoin de le lui demander. Cet auteur nous donne une description faible du moment de la conscience ouvrière. Elle n'est plus repliée sur la vie de l'usine, certes, ni localiste, terrain où excellent les garde-chiourmes syndicaux et où ils filtrent les informations :

« ... les grévistes suivent les faits qui se déroulent ailleurs : dans les usines à proximité, dans la ville ou le bassin d'emploi, et surtout à Paris. La scène nationale est cruciale, qui rythme d'une manière décisive la chronologie et donne aux grèves ce caractère de mouvement ». Vigna se trompe lourdement. La scène vécue par les ouvriers est toujours internationale. L'erreur se renouvelle sans cesse de ne voir en mai 68 qu'un événement hexagonal. Mai 68 ne surgit pas dans un ciel mondial serein. Mai 68 éclate comme produit des mouvements de révoltes diverses, dispersées et sans lien apparent dans le monde.

L'infrastructure, le prolétariat, vient ébranler la superstructure et ses épiphénomènes de révolte. L'actualité est focalisée par les luttes de guérilleros en Amérique latine qui laisse accroire que ce sont des actions révolutionnaires étrangères aux manipulations des deux blocs en compétition. La répression du mouvement d'émancipation des noirs aux États-Unis et en Afrique du Sud interroge sur le monde « pacifique » débarrassé du nazisme. Partout les étudiants font la une de l'actualité par leurs manifestations. La protestation internationale contre la guerre du Vietnam est tout à l'honneur d'une époque⁴ où les vagues successives de

3. Cf. Pierre Hempel, *Mai 68 et la question de la révolution*, Editions du Pavé, 1988.

4. Volontairement nous n'utilisons pas ici le terme de génération, qui d'une part nie les classes sociales

jeunes ne veulent plus se laisser embrigader et qui se retrouveront dans les chansons de Bob Dylan et des Beatles jusqu'aux groupes punk. Ce désir de vivre autrement est déjà exprimé par le formidable impact du Rock and Roll annonciateur de ce qui fût appelé la révolte internationale de la jeunesse d'Ouest en Est. Il se trouve qu'on fonde autant de groupes de rock que de groupes politiques, quand ce ne sont pas les mêmes qui abandonnent la musique pour la politique. La révolte qui gronde apparaît d'abord culturelle puis aussitôt sociale, les deux aspects resteront indissociables.

Mai 68 n'est pas simplement un événement français ou parisien, il est clairement un événement international dans son déroulement et ses répercussions. Peu avant ou simultanément, manifestations et grèves ouvrières se déroulent dans plusieurs pays. Mouvement étudiant très important en Angleterre mais aussi au Sénégal où éclatent grèves ouvrières, étudiantes et lycéennes ; L. S. Senghor y verra une action inspirée ou téléguidée de Paris... Lors des jeux olympiques à Mexico, 300 étudiants seront tués. Mai 68 est l'aboutissement le plus spectaculaire et concentré du grondement du monde. A charge de revanche, par ses répercussions sur la vie économique et sociale interne, mai 68 intéresse les prolétaires du monde entier. Le comité d'occupation de la Sorbonne mais aussi divers comités de grève non contrôlés par les syndicats reçoivent des messages de félicitations du monde entier. Des membres de comités d'action se rendirent témoigner dans des universités d'Europe, d'autres par exemple en Italie à Turin pour établir des contacts avec des ouvriers de Fiat, etc.

La violence de la police dans les manifestations en Amérique contre la guerre du Vietnam, au Japon ou en Allemagne, paraissait lointaine aux prolétaires français mais lorsqu'elle est effective contre les étudiants et badauds français elle soulève leur indignation. La guerre du Vietnam disparaît pourtant des préoccupations au cœur des événements.

Avant le démarrage spontané de la grève en masse préexistait une atmosphère d'ébullition où les prolétaires se rendaient compte que le monde tanguait. L'atmosphère du milieu de l'année 1968 peut d'ailleurs être caractérisée comme partagée entre effervescence, jubilation et inquiétude. L'idée d'une union étudiants-ouvriers, bien aussi provisoire que dérisoire, n'était pas nouvelle. Avant la Commune de Paris de 1870, un Raoul Rigault était populaire dans les milieux ouvriers en défendant cette idée. Le mouvement révolutionnaire en Russie, avant ses deux révolutions, était caractérisé par une imbrication de l'activité politique subversive commune aux étudiants et aux ouvriers. Dans tous ces événements historiques comme en mai 68, les étudiants ne se souciaient plus guère de leur qualité d'étudiants.

(une même génération comporte une foule d'individus de couches différentes qui ne défendent ni les mêmes intérêts ni ne disposent des mêmes chances de réussite), mais surtout parce que d'autre part, cette notion a servi de foutoir idéologique depuis 30 années à une flopée d'auteurs hypocrites pour noyer l'essentiel ; les plus navrants étant Hamon et Rotman, suivis depuis peu par un illuminé de la sociologie particulièrement haineux contre les anonymes de mai 68 mais cool avec ses stars, un certain Bernard Prél : *Les générations mutantes*, Paris, La découverte, 2005.

Dans ces conditions, les négociations tripartites de Grenelle ne sont pas seulement sifflées à l'usine de Billancourt mais dans les assemblées des facultés et le monde entier retient son souffle. En définitive, les augmentations en pourcentage soulèvent l'ire des grévistes un peu partout, et aussi l'engagement incertain en vue de la réduction du temps de travail, et toujours ces projets de négociations ouvertes usine par usine ou à l'échelon régional. C'est surtout, ce qui expliquera la souffrance à l'idée de la reprise, le fait que la division du travail restera comme avant et qu'au fond rien n'aura changé dans la soumission quotidienne au commandement hiérarchique ; Vigna le résume bien : « la réalité du travail ouvrier est omise dans les négociations », « la grève n'a guère changé les conditions de travail », « aucun transfert de pouvoirs à l'intérieur de l'entreprise » (cf. l'ouvrière de Wonder pleurant, que tout le monde a pu voir en film). Vigna oublie de rappeler le plus important de cette scène. Ce qui choque n'est pas le désarroi et la haine de l'ouvrière mais les deux syndicalistes qui l'encadrent, la tarabustent et tentent de la convaincre de rentrer à nouveau dans l'usine !

L'insubordination gagne des sections syndicales qui seront bientôt exclues ; « il faut que quelque chose change dans la vie des travailleurs » clame un tract CFTD d'Hispano Suiza.

Cette reprise sera solidement aiguillée par des menaces ouvertes de répression de la part du gouvernement, relayées par les organisations syndicales jouant sur la peur. Il y aura effectivement des morts à Sochaux et à Flins. Il faut avoir vécu cette époque pour se rendre compte de la peur qui s'insinua. On supposait dans les discussions au cours des manifestations que le nombre réel des morts était caché et que des morgues étaient pleines.

Jouer sur la peur seule eût été insuffisant, il fallait diffuser une peur légaliste. Ce à quoi s'attachèrent les syndicats pour enterrer le mouvement dans les élections qui sont, comme on le croit, l'expression de la souveraineté du peuple... De mille manières, avec la consigne « d'être responsable », de déjouer « l'aventure », avec brutalité parfois, la CGT pesa de tout son poids pour ce rétablissement de l'ordre. Du jamais vu pourtant, car on assiste à une « longue fin de grève ». Des grèves ont continué jusqu'en juillet.

La classe ouvrière était surprise de sa propre force et n'avait pas encore compris le rôle des avocats syndicaux. Les syndicats, par contre, bénéficiaient d'une longue expérience de l'encadrement de la classe ouvrière depuis les années 1930. Ils tendirent le même piège qu'en 1936 en ressortant des tiroirs l'occupation des usines qui permet d'enfermer les prolétaires dans le parcellaire et le local. Le cloisonnement syndical a été mal vécu, comme on l'a vu avec cette conscience qui s'inquiétait de ce qui se passait partout ailleurs et qui ne se préoccupait pas de la feuille de paye, mais d'extension, de communication, de possibilités de débats. Vigna décrit fort bien l'inanité de l'occupation pour se préserver du mirage des « provocations » supposées :

« "L'occupation" évoque sans doute pour bien des grévistes la vie militaire et le casernement. Car sur les piquets disposés autour de l'usine ou de l'enceinte, les grévistes montent la garde, tandis qu'à l'intérieur, après avoir passé l'aspirateur, les occupants préparent leur lit de fortune, se rasent et passent chez le coiffeur. Souvent, la nuit, les hommes se retrouvent seuls. L'usine devient alors un lieu

masculin, parfois réservé de surcroît aux majeurs ». On ne se soucie ni des femmes ni des immigrés. Les femmes ce serait ambigu la nuit à l'usine et les immigrés restent des colonisés, même si on s'aperçoit dans les films qu'ils sont présents et aussi passionnés que les autres ouvriers.

L'occupation est surtout le fait d'une minorité des ouvriers qui ne se sont pas laissés enfermer, minorité qui, naturellement, rétrécit comme peau de chagrin, certains lassés s'enfuyant durant la nuit. Comme le rapportent certains témoignages d'ouvriers à la retraite, la CGT donnait une heure pour quitter l'usine à ceux qui ne voulaient pas rester. Parfois certains, lambinant, regrettaient de s'être laissés enfermer. Ainsi était opérée une coupure entre les prolétaires en grève. Division décisive : les occupants prêcheurs raillaient les grévistes qui allaient à la pêche, et les pêcheurs vivaient comme un crève-cœur une situation culpabilisante en doutant de l'obstination des prêcheurs.

Vigna ne peut pas tout savoir. Dans les branches d'une même industrie, la CGT maintient les ouvriers isolés les uns des autres. Une délégation de Renault-Flins dût négocier plusieurs jours avant de pouvoir entrer discuter avec les ouvriers de Renault-Billancourt !

A son procès de Riom, Léon Blum s'était défendu d'avoir préservé l'État car « l'usine occupait les ouvriers ». Toute la stratégie d'occupation se résume à « occuper les occupants » comme le note Vigna s'appuyant sur la déclaration d'un syndicaliste de base de la Saviem arguant de la nécessité « d'occuper les gars » quand les jeux de cartes commençaient à les gonfler.

On vient de voir la situation des grandes entreprises, mais on imagine le désarroi de ces milliers d'ouvriers des petites entreprises pour qui l'occupation était inutile, isolés eux aussi, sans lieux ouverts où pouvoir se réunir et discuter car les portails des usines n'étaient pas simplement fermés face à l'irruption possible de groupes d'étudiants mais surtout d'autres travailleurs de petites unités. Résultat, nombre de ces travailleurs venaient nombreux aux assemblées de la Sorbonne et dans les universités de province mais, bien que des débats chaleureux et enthousiasmants s'y soient déroulés, sans y trouver le cadre pour cristalliser et centraliser le mouvement. Il y eût énormément de contacts entre étudiants révolutionnaires et ouvriers en région parisienne cependant, et dans toutes les villes universitaires de province.

Les situationnistes ont bien tenté de faire le coup d'un comité central d'occupation à vocation universelle à la Sorbonne, mais ces lieux étaient impropres à cristalliser la volonté générale d'insubordination des prolétaires. Le quartier latin est un quartier bourgeois et Paris, ville riche, n'offrait pas vraiment d'endroit où les énergies eussent pu se regrouper et poser la question de la constitution d'une tête au mouvement, sans que cela tourne au charivari comme à l'assemblée houleuse du champ de Mars. L'usine de Billancourt, si bien gardée, à proximité de toutes les usines de la région parisienne eût pu servir de place forte pour l'apparition d'un comité central de grève. On comprend donc les efforts démesurés de la CGT et du PCF pour préserver le gouvernement gaulliste d'un tel risque. Malgré des méfiances encore présentes dans l'appareil policier vis-à-vis des amis de Moscou, les

principaux responsables collaborèrent totalement dans l'ombre avec les appareils syndicaux, cela Vigna ne le met pas vraiment en relief, même s'il le suggère à plusieurs reprises.

Un chef syndical CFDT comme E. Descamps sonne l'alarme en soulignant les difficultés des syndicats face à un mouvement qui promeut l'autonomie, qui abhorre la représentation et la délégation. Des membres timorés de la CGT déplorent naïvement que leur centrale « ait maintenu le mouvement dans un cadre revendicatif traditionnel ». Les syndicats ne représentent donc pas la majorité des grévistes !

Les syndicats des usines les plus radicales du Val de Marne montent donc des « comités de base » (39 à l'usine Rhône Poulenc de Vitry...) pour alpaguer un maximum de travailleurs et coiffent le tout d'un comité central de grève exclusivement composé de délégués syndicaux d'appareils. La CGT met tout en œuvre pour briser ces comités de base, au fond si peu représentatifs, et conforte l'image contestataire de la CFDT qui n'en peut mais.

Dans tous les cas de figure, les ouvriers sont amenés à réfléchir sur le fonctionnement syndical qui n'est en fait que la conservation de l'ordre capitaliste, le maintien de la hiérarchie dans la division du travail. À la CSF à Issy-les-Moulineaux et à Cléon apparurent vers la fin du mouvement des comités inquiétants mettant en cause le fonctionnement de l'usine. Vigna est le premier depuis des lustres à rappeler le rôle important joué par « les Cahiers de mai » dans cette évolution (p. 64 et 65). Un ouvrier syndiqué à la CGT à l'usine Citroën se moque des successifs « on est pas prêt » depuis 1945 et résume bien dans quoi sont enfermés les prolétaires : « ... Nous ici on attend, on est la force d'appoint et ça fait 20 ans, 30 ans qu'on fait la troupe. On forme des cortèges, on défile dans les rues, les mains vides, la bouche pleine de slogans (...) On nous fait gueuler un grand coup, ça décontracte les mecs, tout le monde rentre chez soi, respire, puis tu vois, c'est comme une marmite (...) En haut, à l'état-major [de la CGT], ils continuent à mastiquer les mêmes mots ou les mêmes slogans, nos traitements, nos pensions, nos retraites ».

Tous ces constats apparaissent cruellement alors que le mouvement est sur le déclin. Le contrat de dupes de Grenelle ne concerne pas les grévistes parisiens où les salaires sont traditionnellement plus élevés qu'ailleurs. La hausse spectaculaire du SMIG leur est indifférente, ce qui explique une reprise plus difficile dans cette région et les chefs syndicaux y ont donc du mal à se conduire en maîtres omnipotents méprisant l'avis des ouvriers (p. 72). Pourtant, à Peugeot Sochaux on trouve un forum très radical. Des centaines d'ouvriers viennent y débattre, où il apparaît « une contestation des rapports de travail et de la hiérarchie ».

La fin de la grève massive est vécue comme une défaite malgré la gloriole CGT. Les métallurgistes des grandes concentrations industrielles n'ont rien gagné en termes de salaires. Les hausses, calculées en pourcentage profitent davantage aux cadres et à la petite maîtrise. La victoire est bourgeoise, elle reconnaît le droit d'encadrer syndicalement les entreprises.

Notre intérêt pour l'ouvrage de Vigna ne faiblit pas pour la période qui suit 1968. Les syndicats vont persister à enfermer les luttes avec ce qui a bien marché pour brider mai 68. Les grèves sont systématiquement cloisonnées dans de nouvelles occupations d'usine présentées comme le nec plus ultra de la lutte. Les syndicats sont relayés par des pratiques anarchistes violentes des gauchistes maoïstes pour un court laps de temps. Ces actions ponctuelles sont démesurément grossies par les médias et restent considérées tout au plus comme folkloriques par la majorité des prolétaires déçus et découragés.

Au cours de ces années, le terrain de l'usine reste privilégié par les syndicats pour conjurer tout retour à « la rue » de 68. L'enfermement dans l'occupation stérile avait aveuglé cette conscience de regarder ailleurs, déjà soulignée. Au lieu de tourner les regards vers la recherche de l'extension et de communications directes avec les autres entreprises, les ouvriers se laissèrent promener par les syndicats dans cette autre action stupide, la séquestration. Les syndicalistes seront rois pour diffuser cette nouvelle forme d'action qui réduit la lutte au cas par cas au conflit sédentaire avec le seul patron local, et la direction de la CGT se permet de renier officiellement et vertueusement ce genre de « développement de la lutte ». Le conflit passe donc sur un terrain où l'État règne en maître face à « l'opinion », il oppose ouvriers et flics venus pour libérer les citoyens patrons.

La grève des LIP est un sommet de bêtise syndicale. Chapeauté par la CFDT encore rayonnante de son aura contestataire, cette grève qui focalisa longtemps l'attention, transforme les ouvriers en petits boutiquiers itinérants pour vendre les produits de l'usine dans un spectacle bon enfant et médiatisé. Gauchistes et centrale CFDT assurent que la science infuse, produit de 68, est désormais l'autogestion. Plus de problème de pouvoir, les ouvriers produisent pour eux-mêmes. Vigna n'est pas très critique sur les tenants et aboutissants, en particulier le fait qu'à la fin de cette comédie, les leaders syndicalistes et leurs sous-fifres gardent leur emploi, pas la plupart des ouvriers et ouvrières. Les ouvriers non spécialisés, les femmes et les immigrés sont les parents pauvres des luttes syndicales. Ces couches « inférieures » du prolétariat restent considérées comme marginales et méprisées d'autant qu'elles mettent en cause plus que les couches favorisées, les hiérarchies intermédiaires (comme naguère les IWW américains et les ouvriers du KAPD en Allemagne). C'est dans ces catégories que se dérouleront pourtant la plupart des grèves sauvages des années 1970, refusant de se laisser téléguidé par les syndicats. Ces grèves auront tendance à s'enfermer dans un certain « basisme » et à échouer dans l'isolement, coupées des grandes concentrations de « l'aristocratie ouvrière ». Le gauchisme, pas seulement maoïste, jouera un rôle prégnant pour enfermer à leur tour ces luttes dans des spécificités (lutte anti-racisme, foyers Sonacotra, etc.).

En général, souvent violemment critiquée pour sa stratégie localiste d'enfermement des ouvriers dans l'entreprise, la CGT répond à la fin des années 1970 par une stratégie d'extension à sa façon, orchestrée et ridicule : opérations « coup de poing », rallyes de grévistes ou de chômeurs qui « participent d'une désertion de l'usine » où il n'y a plus rien à protéger ni à changer désormais car elle ferme. Il ne sert plus à rien d'occuper des usines non rentables ni de prétendre

vendre des blocs d'acier ou du charbon comme des montres...

A cet endroit on peut conclure que les syndicats accompagnent les effets délétères de la crise économique en amplifiant le désarroi des ouvriers grugés et licenciés en leur proposant des actions dérivatives au niveau régional et en les poussant à considérer l'État comme un assistant et surtout pas à le remettre en cause. Relayés par le rapport Sudreau de réforme de l'entreprise et une astucieuse politique « d'aménagement du territoire », initiée par Giscard d'Estaing qui verse une obole aux ouvriers de Longwy, les syndicats font tout pour que la lutte ne se pose plus au plan national ni surtout au plan international comme cela était établi dangereusement en mai 68, en laissant diffuser le constat de régions déshéritées.

Vigna clôt ce qu'il appelle « séquence » la lutte ouvrière avec l'échec en Lorraine en 1979. C'est à la fois vrai au plan national mais faux au plan international. Vrai parce que l'ultime résistance des ouvriers de Longwy et Denain signe en effet provisoirement la fin de l'ébullition « ouvrière » typique de 68 en France. Laisant de côté l'épuisement de l'agitation gauchiste vers 1973, les prolétaires ont continué pendant près de dix ans à lutter dans le même esprit qu'en mai 68. Ce qui signifie donc que mai 68 n'était pas mort le 30 juin mais avait continué par soubresauts pendant dix années. Il fallut donc bien dix années pour écluser cette énorme vague historique, cette révolution mort-née. Dix années de manœuvres syndicales où de l'enfermement dans les usines à des agitations extérieures stériles les syndicats ont réussi à faire oublier qu'il était possible à terme de renverser l'État capitaliste, chose qui était, convenons-en, très prématuré en 1968.

Mais ailleurs la vague d'insubordination se répand : même très citoyen le mouvement en Tchécoslovaquie en est une conséquence ; mai « rampant » en Italie où la CGIL, plus subtile que la CGT, « chevauche le tigre » ; grèves sauvages en Angleterre ; manifestations monstres et émeutes en Pologne en 1971. Sans oublier le Portugal en 1974, plus proche de mai qu'on ne l'imagina à l'époque, reflétant des discussions similaires, aussi enthousiastes et pleines d'espoirs révolutionnaires dans les assemblées des usines et chez les ouvriers agricoles.

L'explication de ces soubresauts au niveau international ne pourrait trouver ses seules racines dans l'exemplarité française, mais bien dans la crise économique qui, de sous-jacente, ébranle les économies et entraîne le retour de la question sociale.

Mais est-ce vraiment la crise économique, tel un monstre opaque qui est responsable de l'affaiblissement du prolétariat comme force structurée à partir des plus importantes usines ?

Vigna nous assure que « la contestation du travail cède le pas devant la peur du chômage pour les ouvriers » et que « la crise économique signe la faillite du mouvement ouvrier, que la séquence ultérieure marquée par l'arrivée de la gauche au pouvoir confirmera ». Devons-nous succomber à la vacuité de l'interprétation bourgeoise primordiale pour syndicats et partis de la gauche caviar ? Après la crise de 74-75, le discours dominant sur le terrain des licenciements était très œcuménique : « les fermetures on n'y peut rien », « les patrons sont plus forts », « les gauchos veulent tout casser mais ne vaut-il pas mieux négocier a minima », etc.

En s'appuyant sur l'impact de la crise économique, les syndicats ont amené peu à peu les prolétaires, tourneboulés, à se considérer comme des « assistés », espèce en voie de disparition, à oublier ce que signifient de véritables assemblées générales, et les possibilités immenses d'une véritable extension de la lutte pour les livrer pieds et poings liés à l'espoir d'un changement électoral pacifique avec l'Union de la gauche qui va faire son beurre sur le dos de 68 en raflant irrésistiblement les voix des couches intermédiaires.

On peut relire, dans « Œuvres » de Guy Debord, gallimardisé, la polémique Debord / R.I. Debord trouvait erroné qu'un groupe comme R.I. insiste sur le début de la crise économique, sous-jacente à mai 68, et considérait que la révolte ouvrière avait eu lieu au contraire dans une économie « se portant bien ». Ni l'un ni les autres n'avaient vraiment raison. La crise n'est pas plus l'alliée du prolétariat qu'une tempête serait l'amie des matelots. Les ouvriers s'étaient mis en branle bas de combat plus contre l'oppression capitaliste que contre la misère relative, bien qu'on ne puisse séparer ni l'une ni l'autre. La crise n'était pas si profonde qu'elle le sera quelques années à peine plus tard. La révolte n'est pas liée au seul approfondissement de la crise. D'autres facteurs entrent en jeu : situation internationale, existence d'un bloc figurant une société à prétention socialiste, niveau des mystifications politiques, nombre des grèves, leur contenu et dynamique, etc. Le nombre des grèves n'est pas en lui-même, si elles sont nombreuses, porteur d'un message d'insubordination, mais plutôt comme au XIXe siècle, expression d'un désir de partager les « fruits de la croissance » ou des bénéfices. En plus, ce qu'ont toujours négligé la plupart des groupes hors parlement, il faut compter avec l'aptitude de l'État bourgeois à prévenir les conflits par ses politiques d'aménagement du territoire. La fameuse décentralisation a visé à mieux répartir les lieux de production sur le territoire pour éviter des poches insurrectionnelles ; et on imagine les mêmes recettes dans les autres pays.

Vigna a cette formule cuisante : « une déstabilisation brutale des ouvriers » ! Il utilise à plusieurs reprises le concept « d'étatisation des luttes ouvrières », idée confuse qu'il n'explique pas. Veut-il reconnaître l'institutionnalisation des organismes syndicaux ? On peut comprendre son propos si on rappelle la stratégie concomitante de la CGT et du PCF pour diffuser la nécessité électorale de maintenir les places fortes municipales en vue « de conquérir le pouvoir d'État » qui, malgré le croc en jambe de Marchais, aboutit lamentablement à la conquête du poste de Chef d'État par Mitterrand et le numerus clausus imposé contre les grèves pendant les trois premières années du gouvernement Mauroy.

La gauche socialiste et stalinienne accompagne le désarroi amplifié par la crise en remisant aux archives les termes de « classe ouvrière » et « ouvriers » et en imposant des plates formes revendicatives clientélistes où, au nom de l'unité des salariés, est maintenue l'extrême division hiérarchique. Les sociologues relaient ce travestissement en définissant que la classe ouvrière a disparue, qu'elle n'est plus composée que de techniciens, et s'il n'y a plus que des salariés indifférenciés cela signifie bien qu'il n'y a plus que des citoyens électeurs et que la lutte des classes est une vieilleries. Changer le monde ? une plaisanterie désormais. Changer de gouvernement est tout ce qui est du domaine du possible. Le désarroi et la perte de

repères des prolétaires est confondu avec le déclin du PCF et de l'influence de la CGT, ce qui est merveilleux pour enterrer un peu plus mai 68 et ses soubresauts quand les staliniens n'ont jamais cessé de dénoncer à la police militants révolutionnaires, gauchistes et ouvriers combatifs ; page 247, Vigna décrit cette collaboration, et pour la CFDT et le patronat page 262.

Le pullulement des groupuscules est à la fois le reflet de l'insubordination généralisée qui a gagné la planète mais aussi exprime la confusion de ce réveil des couches opprimées en général et en particulier de la classe ouvrière considérée depuis plus d'un siècle comme la classe la plus dangereuse par sa prétention à l'universalité et son accointance intrinsèque avec le projet de changer le monde. Absence du parti pour réussir la révolution, assurèrent les divers héritiers du léninisme. Impuissance de la classe ouvrière à se rendre maîtresse du monde, clamèrent les conservateurs. La prolifération des cercles et de groupes à vocation révolutionnaire, acharnés entre eux à exclure tous les autres à leur profit, ne fit que confirmer l'impossible issue révolutionnaire victorieuse pour l'heure. On ne fait pas une révolution sérieuse dans la chienlit comme disait le grand Charles ! Trop de partis tue le parti !

Chaque groupuscule avec sa propre langue de bois, avec un activisme débridé et des propositions le plus souvent aberrantes, permit au « pouvoir » de dominer la situation. Il était difficile de comprendre en 1968 que les groupes gauchistes n'étaient pas révolutionnaires ni du côté du prolétariat tant le PCF les dénonçait. À relire leurs déclarations de l'époque, on s'aperçoit que, par exemple tous les groupes trotskistes défendaient la même soumission à un gouvernement cartel des partis de gauche et qu'ils ont mis vite de côté leurs prétentions au pouvoir au bout du fusil pour bénéficier des prébendes électoralistes au cours des décennies suivantes.

Le « pouvoir » (sans sa caractérisation marxiste habituelle) prit appui, plus que sur les diverses divergences politiques de la noria des groupuscules, sur le fait que l'impatience révolutionnaire était surtout marquante en milieu étudiant et que domina chez les salariés l'idée que « ce n'était pas le moment ». Ce n'était pas encore « le moment », hélas. Au réveil, un homme doit s'habiller, déjeuner, avant de sortir dans la rue et de se rendre au travail ou à une manifestation. Habitué à subir depuis des décennies, après l'atroce guerre mondiale, les prolétaires ne pouvaient pas éprouver le besoin de prendre des risques immenses, sacrifices sanglants dans une nouvelle « guerre civile ». L'existence du bloc stalinien servit aisément de repoussoir au pouvoir libéral pour faire craindre le pire : une dictature encore plus primaire que le capitalisme. La manifestation réac gaulliste du 30 mai a pour slogan « le communisme ne passera pas ». Dérisoire et infantile ! L'arrivée des chars russes en Tchécoslovaquie constitua la réponse du berger à la bergère au niveau international à la répercussion du mai prolétaire de France.

Le fait que de nombreux jeunes, étudiants et ouvriers, rejoignirent les multiples groupes gauchistes constitua une régression dans la mesure où les groupes les plus structurés, d'obédience trotskienne, en référaient à « l'État ouvrier dégénéré » et que la poignée des mouvements pacifistes dans le monde étaient téléguidés par Moscou. La plus grande partie de ces activistes idéologiques de LO à la LCR avait été formée dans le parti stalinien ou dans le même moule (chaque groupe gauchiste

avait son « comité central »). Ces groupes pouvaient attirer dans la mesure où tous arguèrent de la trahison des « dirigeants » du PCF et de la CGT. Or le PCF et la CGT ne trahissaient pas. Ils avaient déjà trahi depuis si longtemps. Ceux qui les accusaient ainsi de trahison ne visaient qu'à prendre leur place et cela la majorité des prolétaires le comprirent en faisant un pas en arrière d'effroi légaliste mais aussi légitime. C'est pourquoi les groupuscules restent minoritaires et n'enrayent pas la défiance historique envers les formes traditionnelles de la politique et du syndicalisme, qui s'installe durablement pour des décennies. Leur dissolution du 12 juin leur rendit service pour une postérité citoyenne, altermondialiste et légaliste.

Malgré d'indéniables qualités, cette quête pour retrouver les voix d'en bas, sans pouvoir tout embrasser de la foule des documents, l'ouvrage de Xavier Vigna, esquive un pan immense de mai 68 dans son chapitre sur « la mouvance révolutionnaire ». Considérer comme révolutionnaires les agités trotskistes et maoïstes prête à sourire. Or, une autre caractéristique de mai 68, sauf pour l'observateur superficiel ou malintentionné, fût la méfiance vis-à-vis de tous ces brûlots qui occupèrent médiatiquement le devant de la scène, dont les représentants furent souvent l'objet des sifflets de la foule ou des manifestants. Tout un pan des animateurs de l'insubordination est donc absent du livre. Le mouvement anarchiste joue un rôle considérable, non seulement par son représentant typique alors, Cohn-Bendit (personnage complètement secondaire avec le recul), mais avec des groupes d'une mouvance qu'on nommait conseiliste, « pour l'autonomie ouvrière, pour le pouvoir des Conseils ouvriers », et évidemment les plus significatifs d'entre eux les situationnistes. Un mouvement d'insubordination d'une telle ampleur ne peut être jugé simplement par un « essai d'histoire des usines », en ignorant ce qu'il a impliqué politiquement comme regroupement, rencontres et débats dans toute la société. Des débats dans les facs et les usines il est très peu question dans ce livre. Rien sur l'influence des mouvements révolutionnaires du passé. Rien sur les références constantes à la révolution russe de 1917, aux groupes révolutionnaires d'avant-guerre, à Socialisme ou Barbarie, etc. C'est un comble parce que dans la myriade des cercles et groupuscules et chez les ouvriers en grève, les questions d'histoire, de connaissance de l'histoire devinrent taraudantes, hors des querelles des chapelles gauchistes obscurantistes. Et, il faut bien en convenir après la dernière page du livre de Xavier Vigna, les discussions les plus pointues, les plus politiques pour l'avenir de la société ne se tinrent pas dans les usines.

Les discussions les plus passionnantes et exigeantes eurent lieu dans les réunions des groupes des « Cahiers de mai », d'ICO (informations correspondance ouvrière), de « Noir et rouge », de « Pouvoir ouvrier », en bref de tout un milieu qui allait donner naissance à ce qu'on allait appeler l'ultra-gauche des années 1970 aux années 1980. Là fût élaborée la quintessence de mai 68 comme interrogation sur l'avenir en s'inspirant du passé de la classe ouvrière et en lui renouvelant sa confiance. La plupart de ces groupes ont disparu et ne sont plus que des cartons d'archives dans les bibliothèques spécialisées. Rares sont ceux à avoir survécu. Parmi les survivants — certains existant bien avant 1968 (comme le groupe bordiguiste) — on compte simultanément la Communist Workers Organisation,

Révolution Internationale, Pour une Intervention Communiste, etc. — ceux-ci, souvent composés à peine de dizaines d'unités, ont continué à mener une intervention dans les décennies suivantes en direction de la classe ouvrière. Leur petit nombre ne leur a pas permis d'être présents devant les sunlights lors des luttes et grèves qui n'ont pas cessé, même après la césure « fordiste » de 1979 à Longwy. Leur faible nombre ne les a pas empêché de mener une intervention « extérieure » pour le grand soir, sans la « présence physique » automatique (critère de légitimité obligatoire pour staliniens et gauchistes) par tracts et discussions, mais sans jamais vraiment recruter de façon notable en milieu ouvrier ni diriger de comités de grève. Ils furent néanmoins en phase souvent avec les ouvriers les plus déshérités, même si ceux-ci ne les rejoignaient pas dans leur militance, alors que les syndicalistes gauchistes creusaient leur trou et recrutaient surtout en milieu fonctionnaire et col blanc.

La classe ouvrière a subi de multiples transformations structurelles au cours de deux siècles d'industrialisation. Artisan, mineur, sidérurgiste, métallurgiste, employé de bureau, informaticien, le prolétaire reste prolétaire. Constituée de moins d'ouvriers industriels, d'une noria d'employés flexibles des services, de cadres massivement prolétarisés, la classe ouvrière, ou disons travailleuse, garde toutes ses potentialités révolutionnaires.

L'observateur superficiel ne voit pas plus loin que la ligne bleue des Vosges, mais d'importantes grèves ouvrières ont continué à inquiéter la bourgeoisie au niveau international pendant plus de trois décennies, grèves des mineurs anglais, mouvement massif des ouvriers polonais en 1981, grèves des cheminots en France au milieu des années 1980, puis 1995, etc. Même si les grèves les plus importantes du début des années 2000 se sont produites en Chine, la question sociale est restée sous-jacente partout, sans jamais pouvoir être limitée à un seul pays ou même s'il ne se produisait pas de luttes massives dans les pays classiques de l'industrialisation aussi étonnantes et riches d'implications pour l'avenir que celle de mai 1968 en France.

Les ravages du capitalisme ne peuvent être limités ou freinés par une simple insubordination ouvrière. L'insubordination sociale a besoin d'une perspective politique pour ne pas rester un simple cri de révolte. Les discussions sur « le pouvoir », les multiples interprétations de l'échec de la révolution en Russie, et sur le possible avenir après le capitalisme des petits groupes issus de mai 68 ou confortés par cette révolution inachevée, sont au cœur de la nécessaire insubordination politique du présent. Il ne faut surtout pas croire que les prolétaires actuels ont envie de courber l'échine parce qu'ils comptent moins de cols bleus en leur sein. Ils ne sont pas moins conscients de la fragilité du système qu'il y a quarante années ni du dérisoire de son « sauve qui peut » écologique.

Ce n'était qu'un début, continuons le constat et le combat.